

L'école n'est pas à vendre

De la maternelle à l'université :

STOP MÉPRIS !

L'École publique est en danger. La loi dite « pour l'école de la confiance » n'est pas qu'une loi de plus produite par un ministre, habile communicant, qui avait promis qu'il ne ferait pas de réforme. Cette loi vise à en finir avec une école de l'égalité et de l'émancipation pour tou-te-s les élèves. C'est une étape cruciale dans la précarisation des personnels de l'éducation nationale et la dégradation de nos conditions de travail.

Le gouvernement inconscient du climat social poursuit son agenda : réformes de la Fonction publique et des retraites. Ces attaques sont sans précédent, l'heure est grave.

Un objectif libéral : ne pas investir dans l'éducation pour tous

- # Diminution de l'offre de formation
- # Diminution des horaires
- # Parcours d'orientation pour les « initiés »
- # Injonctions pédagogiques
- # Augmentation insupportable des effectifs

Des outils pour casser l'école

- # loi « École de la confiance »
- # Pénurie de moyen et autonomie
- # Gel des salaires
- # réforme de la Fonction publique
- # recours à la contractualisation et casse du statut

Conséquence : des personnels méprisés

- # Postes supprimés
- # Hiérarchie de contrôle intermédiaire
- # Suppression des CAP, des CHSCT ...
- # Heures supplémentaires imposées
- # Explosion des emplois précaires

Sauvons L'École Publique Grève et Manif Mardi 19 Mars 10h Gare de Grenoble

*Des actions concrètes sont mises en place en Isère et notamment
Assemblée générale « Éducation » à l'issue de la manifestation place de Verdun*



Pour le service public d'éducation et la justice sociale, de la maternelle à l'université, c'est maintenant qu'il faut agir !

L'École publique est en danger. La loi dite « pour l'école de la confiance » n'est pas qu'une loi de plus produite par un ministre, habile communicant, qui avait promis qu'il ne ferait pas de réforme. Cette loi est un outil pour en finir avec une école de l'égalité et de l'émancipation pour toutes et tous les élèves, en cherchant à faire taire les personnels en imposant un devoir de réserve inique.

Les réformes du bac et des lycées général, technologique et professionnel

signifient une offre de formation réduite, une réduction du temps de formation, une avalanche d'épreuves en 1^{ère} et T^{le}, une augmentation massive des effectifs élèves par classe, des programmes encyclopédiques et élitistes imposés sans concertation.

L'orientation précoce dès la seconde et la sélection généralisée induite par parcoursup

viendront consacrer une sélection sociale dans l'accès aux universités et aux différentes filières du supérieur

L'instruction obligatoire à 3 ans : un cadeau au privé

Les collectivités seront obligées de participer aux dépenses des maternelles privées sous contrat dès 2019.

Le principe d'égalité est remplacé par la concurrence

entre établissements, entre disciplines, entre personnels et entre élèves. L'égalité des chances sur tout le territoire est remise en cause avec un appauvrissement de l'offre de formation en zone rurale.

Les élèves sont méprisés

Pour eux, c'est le renoncement à l'éducabilité et l'émancipation de toutes et tous, c'est la mise en place d'une sélection scolaire et sociale. Les élèves les plus fragiles seront sacrifiés, faute de moyens et de véritables possibilités de choix d'orientation.

Les personnels sont méprisés

Le ministère impose des méthodes pédagogiques à coup de neurosciences et d'évaluations nationales, aucune consultation réelle n'est organisée au sujet des réformes, les formations pédagogiques sont imposées. Les salaires sont gelés ce qui équivaut à une perte de pouvoir d'achat de plus de 2 mois de salaires depuis 2000.

Les professeurs des écoles seront soumis à la surveillance supplémentaire d'un supérieur administratif en la personne du principal du collège de secteur ou de son adjoint « super-directeur » des écoles. Il ne s'agit que d'une mise au pas pédagogique et managériale des enseignant-e-s.

Avec les suppressions de postes, les heures supplémentaires imposées, le recours massif à la contractualisation, c'est une dégradation inédite des conditions de travail et une attaque sans précédent contre le statut de fonctionnaire.

Derrière le vernis de la communication gouvernementale, « l'École de la confiance » ressemble d'avantage à l'école du contrôle et de la contrainte. Le ministère a imposé ses choix par le recours aux amendements qui permettent de court-circuiter tout débat démocratique.

**Le seul contre pouvoir capable de s'opposer à ces choix délétères, c'est nous !
Résister est plus que jamais nécessaire et possible !**

Nos organisations syndicales appellent à :

Participer massivement aux actions du mardi 19 mars : manif, grève et AG

**Participer aux « nuits de la résistance »
à l'initiative du Collectifs 38 des personnels contre les réformes Blanquer
les jeudis devant des lycées grenoblois de 17h à 21 h.**

Les Eaux-Clares jeudi 14 mars

Vaucanson jeudi 21 mars